



XAVIER RAUFER

"LA FRANCE A SÉCRÉTÉ SON PROPRE TERRORISME"

L'erreur gouvernementale a été de croire que les terroristes viendraient de l'extérieur, alors qu'ils étaient et sont toujours à pied d'œuvre dans les cités. Le criminologue Xavier Raufer explique les voies à suivre pour lutter contre l'islamisme.

PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICE DE MÉRITENS

Fallait-il s'attendre à cette flambée de violence islamiste qui s'est abattue sur nous ?
Xavier Raufer – Malheureusement, oui. Nous sommes quelques criminologues à avoir averti les autorités dont l'erreur, relayée de manière quasi hystérique par les médias depuis le début de l'année 2014, a été de penser que le péril viendrait de djihadistes partis pour l'Irak et la Syrie, revenant pour mettre la France à feu et à sang. A la suite de ce diagnostic erroné, la décision a été prise de braquer nos jumelles vers la frontière turco-syrienne et vers l'Irak, tandis que des individus qui n'étaient pas des chevaliers de l'islam salafiste,

ni des aristocrates wahhabites à la Ben Laden, mais plus prosaïquement des racailles des cités, se préparaient tranquillement à agir. Dans ce type d'affaires, les maîtres mots sont l'analyse puis la décision politique, comme dans un hôpital où les radiologues sont là pour prendre des clichés et où l'on décide ensuite d'un traitement. Or là, le gouvernement n'a pas su apprécier les faits. Entendons-nous bien : il n'est pas question de critiquer l'excellence du travail des policiers et de nos forces de sécurité, mais d'observer que les directives venues d'en haut n'étaient pas les bonnes. Dès lors que l'on ne se donne pas les moyens de pister des suspects H 24, surveiller par épisode revient à ne pas le faire du tout. Quand un individu a des contacts louches, qu'il multiplie les déplacements, qu'il se procure des armes, ➔

→ son attitude est parfaitement repérable, et il ne faut pas le quitter du regard. Les criminologues ont eu beau alerter sur cette nouvelle menace propre aux cités, cela n'a pas empêché – bienséance ? questions financières ? – de suspendre la surveillance des frères Kouachi. Le propre de telles racailles est d'être des bombes humaines prêtes à exploser, mais avec des facteurs déclenchant impromptus, d'où l'impossibilité de prévoir sur le long terme. Quand, après avoir déjà tué trois militaires, Mohammed Merah s'apprête à en assassiner un quatrième à Toulouse, il tend le piège habituel : une petite annonce dans un journal lu dans la garnison, pour vendre un scooter à prix cassé. Il a donné un rendez-vous de bonne heure, mais son client ne vient pas. Il décampe alors à bord de son engin, avec son arme chargée dans sa poche et sa caméra qui tourne. Arrêté à un feu rouge, il repère par hasard une inscription en hébreu, c'est le collège-lycée juif Ozar Hatorah, où entrent des enfants, sur lesquels il ouvre aussitôt le feu. Ce type d'individu peut basculer à n'importe quel moment, avec pour schéma mental fondamental le désir de mourir. On l'a vu dans la façon dont les frères Kouachi sont morts les armes à la main au surlendemain de leur attentat contre *Charlie Hebdo*. L'ironie et la supposition d'une certaine débilité de leur part, tout comme un éventuel complot à propos de la carte d'identité qu'ils avaient laissée dans leur voiture, n'étaient donc pas de mise : que leurs papiers aient été ici ou là n'avait pour eux aucune importance, ils cheminaient vers le paradis.

La leçon des récents événements est celle-ci. 1. L'extrême dangerosité des bombes humaines n'est pas apparue clairement au renseignement intérieur. 2. Le gouvernement n'a pas trouvé en soi-même les ressources d'expertise pour focaliser l'action sur ce type d'individus. A son arrivée au ministère de l'Intérieur, Manuel Valls affirmait ne pas vouloir d'une deuxième affaire Merah. En vérité, il en aura quatre autres : Mehdi Nemmouche à Bruxelles, Bilal à Joué-lès-Tours, les frères Kouachi à Paris avec *Charlie Hebdo* et le multirécidiviste Amedy Coulibaly à l'Hyper Cacher de la Porte de Vincennes... Depuis 2012, pas un seul terroriste qui ne soit l'exact clone de Mohammed Merah. Rater un Merah une fois, passe encore. Le rater cinq fois, c'est trop.

Ce nouveau terrorisme, n'est-ce pas la France elle-même qui l'a sécrété ?

Contrairement à ce que l'on lit dans les médias, il est clair que le 7 janvier n'a pas grand-chose à voir avec le 11 Septembre, qui était le fait d'une PME mondialisée, laquelle, durant trois ans, a préparé des attentats majeurs de façon stratégique, avec une vraie logistique, et 30 à 50 fanatiques religieux, tous combattants organisés et méthodiques, alors que nos petites racailles sont isolées, instables psychologiquement, et sans vraie culture religieuse. Ce sont des gamins errants, comme Mohammed Merah, entre fumer un pétard, aller à la mosquée, fréquenter une boîte de nuit, pour retourner à la mosquée après. D'où leur extrême



GILLES LEMONDREFF

Xavier Raufer, criminologue, directeur d'études au Département de recherche sur les menaces criminelles contemporaines (MCC) à l'université Paris-Il-Panthéon-Assas, est l'auteur de nombreux ouvrages. Notamment « *Quelles guerres après Oussama Ben Laden ?* » (2011) et « *Les Nouveaux Dangers planétaires* » (2012). Il publie « *Cyber-criminologie* » (www.xavier-raufer.com).

La priorité de la

vulnérabilité lorsque qu'ils sont pris en main, endoctrinés, et qu'on leur donne un but en leur promettant la paix intérieure. Que la France ait sécrété son propre terrorisme ne fait aucun doute, et la responsabilité de sa politique d'intégration est en cause : un défaut d'éducation, puis de contrôle et de surveillance a, au bout du compte, engendré cette dérive chez une partie de la jeunesse des cités. Pour autant, ne généralisons pas à l'ensemble de l'immigration musulmane : un criminologue sait que, si tous les mafieux sont siciliens, tous les Siciliens ne sont pas mafieux...

Manuel Valls ayant décidé une consultation transpartisane, que faut-il retenir des propositions en matière d'antiterrorisme qui se sont multipliées tant à gauche qu'à droite ?

Commençons par l'éventuelle interdiction de sortie du territoire pour les candidats au djihad, mesure que les spécialistes de la lutte antiterroriste considèrent comme potentiellement dangereuse car elle

risquerait d'entraîner une immédiate radicalisation : on en a eu la preuve en octobre dernier au Canada, avec le tireur fou du Parlement d'Ottawa, qui s'est vengé de n'avoir pu obtenir son visa pour l'Arabie... Pour ce qui est de la rétention préventive – sans qu'il n'y ait eu ni crime ni délit – suggérée par un de nos brillants politiques, cette proposition me fait songer au fusilier Cancrelat, dans *Les Facéties du sapeur Camember*, qui, nommé capitaine des pompiers de son village, décida de faire vérifier les pompes la veille de chaque incendie... A l'inverse, l'isolement des terroristes plutôt que leur dissémination dans les prisons, avec les risques inhérents de contamination islamiste, m'apparaît plus intelligent et logique. Quant à la déchéance de la nationalité, sans modifier grand-chose au problème, elle constituerait un signal fort : les aspirants djihadistes doivent savoir que la roue à cliquet ne fonctionne que dans un seul sens, celui du départ. Mais pour l'heure, Manuel Valls se borne à vouloir convoquer une réflexion transpartisane sur une très modeste « peine d'indignité nationale » qui n'aurait de portée que pour l'opinion, puisque la majeure partie des djihadistes ne reviennent jamais. Une fois arrivés au Moyen-Orient, nombre d'entre eux s'offrent même le luxe de brûler leurs passeports et d'en mettre les vidéos sur le net...

Le témoignage des repentis est essentiel

Lutte antiterroriste, c'est le travail de terrain

Et pour les repentis ?

Ce sont ceux-là qu'il convient d'accueillir et, plutôt que de donner la parole dans les médias aux prédateurs et aux fanatiques, c'est sur eux qu'il faut braquer les caméras de télévision. Il faut leur faire raconter les horreurs qu'ils ont vécues, car seul les témoignages directs sont crédibles et peuvent influencer la jeunesse des cités. Les Britanniques le font couramment. Ils se sont dotés d'une intelligente institution de déradicalisation, nommée Quilliam, dirigée par un ancien chef islamiste libyen et par un ancien du djihad d'Égypte. Ils prennent en charge les repentis pour les confronter, dans les banlieues, aux enfants des écoles. Car nombre de ces jeunes, partis la fleur au fusil, sont revenus furieux d'avoir été floués : ils pensaient combattre pour Allah et se retrouvaient chez Al Capone, avec des guerres de gangs pour se piquer les femmes, l'argent et les réserves d'armes. Ils ont fui écoeurés, en se disant que s'ils tuaient d'autres musulmans, ils n'iraient pas au paradis. A leur retour, nombreux sont ceux qui supplient les juges de les emprisonner plutôt que de les renvoyer là-bas. Les témoignages qu'ils ont donnés aux services britanniques et français décrivent une barbarie préhistorique, avec des femmes enceintes éventrées, des bébés fracassés contre les murs. Pour leur permettre d'exorciser la terreur qui les tenaille encore, il faut les intégrer dans des groupes du type « alcooliques anonymes », afin de les réaccclimater à une vie normale. En France, la région du Midi étant celle qui compte le plus de djihadistes, l'université de Nice organise des séminaires en ce sens, réunissant psychiatres, policiers, magistrats et criminologues, afin d'explorer ces nouvelles voies...

Que dites-vous du renforcement annoncé par Manuel Valls des moyens dédiés à la surveillance du cyber-djihadisme et aux enquêtes relatives aux délits commis sur internet ?

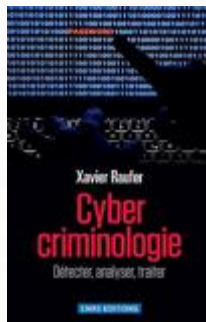
J'en dis que le gouvernement devrait s'abstenir de toute augmentation de fournitures poussant les policiers à travailler plus encore dans leurs bureaux. C'est dans les cités, chez les trafiquants d'armes, et certainement pas sur internet, que les frères Kouachi ont acheté leurs kalachnikovs. La police a avant tout besoin de personnel formé pour ne pas lâcher les suspects, de voitures et de dispositifs électroniques pour les pister physiquement. Il faut lui donner les moyens d'aller au plus près, car elle n'a pas affaire à des organisations internationales mais à des fraternités, à des petits noyaux familiaux souvent sous l'emprise d'un gourou, le tout fonctionnant selon le concept psychiatrique du délire à plusieurs. Le gourou déclenche un processus qui ne cessera de s'autoalimenter jusqu'au passage à l'acte. Les mesures essentielles à adopter seront donc celles qui permettront au renseignement intérieur de détecter à temps les bombes humaines.

Or, dans les cinq affaires du type Merah, on n'a pu agir qu'a posteriori. Comme disent les Texans : on a fermé l'écurie à clé une fois que le cheval a été volé... Les hommes du Raid et du GIGN ont impeccablement neutralisé les terroristes, mais mieux vaut prévenir que guérir. Pour l'heure, la prévention n'est pas assurée, et ce n'est pas avec des ordinateurs supplémentaires que l'on y arrivera, mais grâce à l'activité de terrain. Que le Premier ministre ait décidé de créer 2 680 emplois et d'augmenter de 425 millions d'euros les crédits d'équipement et de fonctionnement, dont 60 millions d'euros dédiés à la prévention de la radicalisation, est une bonne initiative. Reste à savoir à quoi précisément ces crédits seront affectés.

Qui sont les gourous, et quelles sont les relations à l'international ?

Alors qu'il existe un clergé chiite avec des ayatollahs et des mollahs, la difficulté première en France est qu'il n'y a pas de clergé dans l'islam sunnite. Les imams sont des gens qui ont la confiance de la communauté : elle paye, on construit une mosquée, voilà pour les éléments stables. Or il existe parallèlement nombre de prédicateurs nomades dont on ignore la provenance, ainsi du gourou des frères Merah qui orthographe son nom Corel alors que la véritable graphie est Qorel, vu ses origines syriennes. Ces individus, nettement sectaires, ont des comportements semi-clandestins, et font du porte-à-porte dans les immeubles pour recruter puis fanatiser leurs émules. Ce sont ceux-là qu'il faut neutraliser et expulser. Pour ce qui est des accointances à l'international des Merah & Co., il faut bien saisir que nul ne peut être contraint à s'engager dans un djihad. C'est une décision purement personnelle, issue du cœur, si bien que l'allégeance d'un gamin des banlieues se fera le plus souvent de façon quasi fantasmagorique, à des gens qu'il n'aura pas vus. En miroir, certaines revendications en provenance de l'étranger, comme celle d'al-Qaïda au Yémen

« Cyber-criminologie », de Xavier Raufer, CNRS Editions, 240 p., 20 €.



pour la tuerie de *Charlie Hebdo*, par exemple, ne sont guère crédibles, d'autant plus qu'elles surviennent après l'acte. Nous sommes non pas dans une structure pyramidale du type IRA, une armée avec des brigades et des ordres venus d'en haut, mais dans une sorte de mouvement brownien du terrorisme qui se répand par capillarité. Notre problème est donc là, sous nos yeux, dans les banlieues, et il serait bon que le gouvernement en prenne enfin conscience.

■ PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICE DE MÉRITENS

pour influencer la jeunesse des cités